

Le 10 février 2012

Journée d'actions départementale

Pour l'emploi.

Le 8 février 2012

Alors que les médias sont pris en otage par la campagne « électorale présidentielle », chacun peut quotidiennement remarquer que sur le temps d'antenne, la part réservée au social reste restreinte.

Alors, il nous appartient, nous salariés de créer les conditions d'un grand rassemblement départemental pour l'emploi.

Alors, oui nous participons ainsi à faire entendre nos propositions pour un monde de justice sociale dans lequel le mot TRAVAIL sera associé avec les mots BIEN-ETRE et BIEN VIVRE.

Autoliv, Petroplus, Legrand Normandie, Renault CKD, Renault Sandouville, Paris-Normandie, autant d'exemples d'entreprises, en Seine Maritime, où la mobilisation des salariés se construit pour le maintien des emplois.

A travers leurs luttes, c'est bien notre revendication pour une véritable politique de développement industriel de notre territoire et en Seine Maritime, dont il s'agit.

Avoir un emploi, mais bien rémunéré, cela permet de relancer la consommation et dans le même temps de créer les conditions de financer notre protection sociale.

C'est ce qu'on exprimé les salariés de Saipol de Grand Couronne et de Tecumseh à Barentin, dans leurs luttes dernièrement.

Avec la TVA sociale, le candidat président tente de nous faire croire qu'il a enfin trouvé la solution à tous les maux qui gangrènent notre société. Ne nous y trompons pas, la ligne de conduite reste la même, favoriser une minorité de personnes grassement privilégiées.

Après avoir donné aux riches tout au long de son quinquennat, il s'en prend encore plus aux pauvres, à la fin de son mandat.

A la veille d'une échéance électorale importante, il est impératif que nous nous mobilisions pour l'emploi.

Agir pour de bons salaires et pour nos emplois, c'est engager la lutte contre toutes les politiques d'austérité en France et en Europe

Avoir un emploi bien rémunéré.

Avoir un accès à tous les services publics.

Avoir une bonne protection sociale incluant maladie, famille, retraite et autonomie.

Le 10 février, voila le triple A que nous allons porter, comme nous le porterons lors de l'action européenne le 29 février

Rassemblement pour l'emploi

Vendredi 10 février, 12h30

devant la raffinerie Pétroplus à Petit Couronne

En présence de Bernard THIBAUT

Secrétaire Général de la CGT





Les richesses existent dans notre pays, pour développer l'emploi...

La gangrène qui ronge l'emploi : les dividendes...

En 2010, **210 milliards** d'euros de dividendes versés par les entreprises non financières, contre seulement **182 milliards** d'euros d'investissement.

La CGT lance une nouvelle campagne pour l'emploi industriel et la réindustrialisation dans notre pays.

En cinq ans, l'emploi industriel a reculé de **300 000** emplois. L'emploi industriel représentait **30%** en 1960 et il représente plus que **11%** aujourd'hui.

Par nos propositions, en rupture avec les mesures prises ces dernières années, qui ont conduit à creuser les déficits, à l'explosion du chômage total, à l'appauvrissement des ménages et des territoires, et à l'économie française.

Pour développer l'emploi, la CGT propose :

Stopper les suppressions d'emplois.

Orienter les investissements dans le développement industriel, la recherche et créer les emplois nécessaires.

Reconnaître la pénibilité, avec un départ anticipé en retraite, avec 1 départ = 1 embauche.

Stopper la suppression d'un fonctionnaire sur deux et créer de nouveaux postes dans la fonction publique et les services publics, outil de cohésion sociale et d'efficacité économique.

Contrôler les aides publiques aux entreprises.

Respect des critères de créations d'emplois et donner des moyens aux représentants des salariés sur le bien fondé et l'usage de ces aides.

Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.

Education – Santé/action sociale – Recherche – Infrastructures.

Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits.

Pour financer l'investissement productif : l'emploi, la formation, la recherche, les équipements.

Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et supprimer les paradis fiscaux.

Pour défendre l'emploi, je me syndique à la CGT :

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Ville.....

 .. / .. / .. / .. / .. . Entreprise.....

Bulletin à renvoyer à l'Union Départementale CGT, 26 avenue Jean Rondeaux 76108 Rouen cedex. ☎ 02.35.58.88.60. – Fax 02.35.58.88.69. - E-mail ud76@cgt.fr – www.cgt76.fr